

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : ASA 28/003/2009 (Public)

ÉFAI

6 mai 2009

Malaisie. Le gouvernement réprime la liberté d'expression

Amnesty International appelle les autorités malaisiennes à libérer cinq opposants au gouvernement arrêtés ces deux derniers jours, ou à les inculper d'une infraction prévue par le Code pénal.

Cette vague d'arrestations s'inscrit dans le cadre de la campagne de répression déclenchée par le nouveau gouvernement du Premier ministre Najib Abdul Razak. Les autorités ont, semble-t-il, arrêté des personnes qui ne faisaient qu'exprimer leurs opinions politiques ou qui s'étaient rassemblées pacifiquement pour protester contre l'action du gouvernement.

Le 5 mai 2009, la police a arrêté Wong Chin Huat, assistant à l'université et militant, au titre de l'article 4 (1) de la Loi relative à la sédition. Wong Chin Huat représente la Coalition pour des élections libres et transparentes (BERSIH), qui regroupe des organisations de la société civile et des partis politiques faisant campagne en faveur d'une réforme du processus électoral en Malaisie.

La police l'a arrêté le jour même de l'appel lancé par la BERSIH aux Malaisiens pour leur demander de porter du noir le 7 mai, en signe de protestation contre la reprise en main par le gouvernement au pouvoir du gouvernement de l'État de Perak.

Les tensions politiques se sont accrues dans l'État de Perak depuis que le sultan de cet État a ordonné à son Premier ministre Mohd Nizar Jamaluddin, membre de l'Alliance du peuple (PA), la coalition d'opposition, de démissionner de ses fonctions en février, après la défection de trois membres de l'Alliance du peuple qui ont rejoint le parti au pouvoir. Le représentant du gouvernement, Zambry Abdul Kadir, a été nommé comme nouveau Premier ministre de l'État. Le 7 mai, s'ouvrira la session de l'Assemblée de l'État au cours de laquelle Zambry Abdul Kadir devrait prendre officiellement ses fonctions.

Dans les vingt-quatre heures qui ont suivi l'arrestation de Wong Chin Huat, la police a également arrêté Mohamad Sabu, vice-président du Parti islamique panmalaisien (PAS) qui fait partie de la coalition d'opposition. Son arrestation pourrait être liée à son projet d'organiser un grand rassemblement de prière le 7 mai dans une mosquée située à deux kilomètres de l'Assemblée de l'État.

Selon les informations qui nous ont été communiquées, des copies d'une décision de justice interdisant à tous les sympathisants de partis politiques de se rassembler à moins de 500 mètres du bâtiment de l'Assemblée de l'État ont été affichées dans les quartiers proches. Mussa Hassan, inspecteur général de police, a déclaré que la police interviendrait contre toute personne qui ne respecterait pas ces consignes.

Le 6 mai, la police a également arrêté Sani Mohd Shah, Saufi Mihat et Yasir Sheikh Abdul Rahman au moment où les trois hommes s'apprêtaient à livrer un gâteau accompagné d'une lettre au Premier ministre Najib Abdul Razak, pour commémorer le 31^{ème} anniversaire d'Altantuya Shaariibuu, une top-modèle mongole assassinée il y a trois ans. En avril 2009, deux membres des forces de sécurité ont été reconnus coupables de son assassinat et condamnés à mort. Razak Baginda, l'un des conseillers du Premier ministre Najib Abdul Razak, avait été acquitté de toute complicité dans le meurtre en octobre 2008.

Le 6 mai encore, dans la soirée, la police a arrêté au moins 14 personnes faisant partie d'un groupe qui s'était rassemblé devant le poste de police de Brickfields, à Kuala Lumpur, pour soutenir Wong Chin Huat

qui y est retenu. Tous ont maintenant été libérés.

Complément d'information

S'il était reconnu coupable, Wong Chin Huat pourrait être passible d'une peine pouvant aller jusqu'à trois années d'emprisonnement. La possibilité de consulter un avocat lui a été refusée jusqu'au 6 mai, date de sa comparution devant un tribunal ; il a été maintenu en détention provisoire jusqu'au vendredi 8 mai.

Au cours d'une vague de répression nationale en mars, huit blogueurs ont été inculpés pour avoir posté des messages critiquant le sultan de Perak. Ils ont été inculpés au titre de la Loi sur les communications et le multimédia, puis libérés sous caution. En outre, le député d'opposition Karpal Singh, avocat, a également été inculpé au titre de la Loi relative à la sédition pour avoir menacé de poursuivre en justice le sultan de Perak pour sa responsabilité dans la crise politique dans l'État de Perak. Selon Karpal Singh, actuellement en liberté sous caution, le sultan a bafoué la constitution de l'État en ordonnant au Premier ministre de démissionner.